



ARRETE DU MAIRE

Arrêté n° 229/2024

OBJET : Création d'un passage piéton provisoire, entre le 2 et 7 avenue du Général Warabiot du 26 août au 1^{er} novembre 2024.

Le Maire de Morangis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-2,

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.411-8 et R.417-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation des routes, Livre 1,

Vu la délibération n°110/2014 du Conseil municipal du 15 décembre 2014 transférant la compétence voirie à l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre (EPT GOSB),

Vu la délibération n°032/2020 du Conseil municipal du 4 juillet 2020 portant sur l'élection du Maire,

Considérant la nature des travaux, suppression du passage souterrain Saint Joseph, immobilisation du trottoir côté impair,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, il est nécessaire de créer un passage piéton,

ARRÊTE

Article 1 : Un passage piéton provisoire sera créé afin de sécuriser les usagers, entre le 2 et 7 avenue du Général Warabiot, du 26 août 2024 au 1^{er} novembre 2024.

Article 2 : Une place de stationnement au niveau du 2 avenue du Général Warabiot, sera neutralisée.

Article 3 : La signalisation horizontale et verticale sera mise en place par les services compétents de l'EPT GOSB.

Article 4 : Toutes dispositions contraires aux dispositions du présent arrêté seront abrogées.

Article 5 : Monsieur le Chef de l'agglomération de police de Juvisy-sur-Orge, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Madame la responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté. Monsieur le Directeur de l'EPT GOSB, pour information.

Fait à Morangis, le 26 août 2024

Madame le Maire,
Brigitte VERMILLET



Arrêté certifié exécutoire

Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État.